



Rentrée universitaire catastrophique : notre colère est totale !!

La mobilisation générale est indispensable

Comme dans la chanson populaire « *Tout va très bien, Madame la Marquise!* », la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) refuse de voir la réalité en face : la rentrée universitaire 2020 s'annonce réellement catastrophique.

Qu'on en juge !

- Plus de dix ans de restrictions sur le nombre de postes d'enseignant-es-chercheur-ses (EC), de personnels ingénieurs, techniciens, administratifs, ouvriers, de bibliothèque... (BIATSS),
- Alors que des dizaines de milliers de nouveaux étudiants et étudiantes arrivent chaque année dans le supérieur.

Si bien que le taux d'encadrement par étudiant·e est tout à fait insuffisant, indigne d'un pays comme le nôtre. Il aurait fallu recruter plus de 70.000 personnels fonctionnaires EC et BIATSS, et ce sont plusieurs universités qu'il aurait fallu construire. Et c'était le constat AVANT !

Là-dessus, arrive l'épidémie de coronavirus.

Les conditions de travail et d'études sont complètement bouleversées. Le télétravail et une « continuité » d'enseignement à distance et de fonctionnement des établissements sont imposés, sans préparation, sans formation et trop souvent avec peu ou pas de moyens tant pour les personnels que pour les étudiant·es.

Coûte que coûte, sur une période très réduite, les validations et examens en ligne ont été organisés, les inscriptions doivent avoir lieu, les maquettes de formation doivent être faites...

Les personnels des services (RH, service paie, comptabilité-facturation, scolarité...) sont totalement épuisés après plus de 3 mois de travail chaotique.

Les collègues s'adaptent comme ils et elles peuvent, et c'est bien l'engagement personnel et la capacité de résilience des personnels ainsi que leurs garanties statutaires, qui ont permis que le service public d'enseignement supérieur soit maintenu, tant bien que mal.

- AUCUNE prise en compte des atteintes physiques, psychologiques, sociales auprès des personnels (isolement, enfant à charge...) sur la période de continuité d'activité.
- AUCUNE reconnaissance des atteintes aux conditions de travail, ni mise en place d'évaluation des risques de chaque poste.

Mais « tout va très bien, Madame la Marquise ! »...

Une poignée de personnels ont été considérés comme « méritants » et ont perçu l'aumône d'une prime différenciée Covid, alors que pour toutes et tous c'est le vol des jours de congés et le gel des rémunérations.

Et maintenant, la rentrée ?!

Le manque de moyens humains et matériel –déjà intenable– empire encore. La circulaire de rentrée (de juillet) préconise le présentiel tout en laissant une large latitude aux établissements.

Le masque est rendu obligatoire, cela devrait imposer 1) qu'il soit fourni ce qui n'est pas toujours le cas, et 2) que le temps de travail soit réduit et adapté (pauses, etc.).

Il faudrait dédoubler les amphis, les TD, les TP : mais avec quels personnels et quels locaux ? Quel matériel et quel accompagnement ? Il faut des moyens informatiques considérables (visio, réseau, etc.), des formations adaptées, aménager les restaurants des CROUS, fournir du matériel aux étudiant·es (sans oublier les masques).

Mais +8 % de reçu-es au Bac : tout est-il prêt pour les accueillir toutes et tous ?

Pour 2020, on observe une augmentation de plus de 40.000 nouveaux étudiant·es, avec la hausse démographique et la hausse du nombre de bachelier·ères reçus. En jouant sur les capacités d'accueil des formations, les rectorats imposent l'ouverture de places dans les universités, sans moyens supplémentaires. La CGT FERC Sup continue à revendiquer l'abrogation de la loi ORE et ParcoursSup, qui instaure la sélection à l'université, ainsi que l'annulation des hausses de frais d'inscription (étudiant·es étrangers, écoles d'ingénieur...)

Quelle est la réponse du gouvernement ?

- des circulaires qui semblent avoir 1 mois de retard sur l'état de l'épidémie quand elles sortent... Certaines consignes sont intenable, faute de moyens, et d'autres n'assurent absolument pas la santé et sécurité des personnels et étudiant·es.
- différents scénarios pour un enseignement partiellement ou entièrement à distance au 1er semestre 2020-2021 engagent de nombreuses difficultés.
- la généralisation du télé-enseignement sous la responsabilité exclusive des personnels : rappelons que c'est un pis-aller, un mode d'enseignement dégradé, qui ne peut en rien remplacer les cours, TD, TP en présentiel, et qui demande un surcroît de travail considérable. Quelle prise en compte en terme de temps de service (risque de faire éclater le cadre des 192h / an des EC, contestation du temps de services des contractuels) ?
- le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) ! La LPPR est contestée par une grande partie de la communauté universitaire, notamment parce qu'elle accroît la précarité et la recherche financée par projets. Le gouvernement ne change rien de son texte, préparé avant la crise du Covid et passé en force dans les instances avant l'été. Précisons qu'aucun programme de recrutement de fonctionnaires n'est prévu : original pour une loi de programmation !

Et les personnels ? Peu importe ! Il faut faire toujours plus avec moins !

Allons-nous continuer à subir ? Continuer d'assurer la mission de service public dans de telles conditions ? Allons-nous continuer à souffrir et nous épuiser au travail ?

Ou partager cette colère en faisant entendre notre voix en participant aux AG sur chaque campus ? Et nous organiser collectivement et nous syndiquer ?

Alors, non « Madame la Marquise », tout ne va pas très bien ! Des mesures d'urgence s'imposent !

Si le gouvernement peut débloquer 100 milliards d'euros pour la « relance », et des prêts aux entreprises, il faut qu'il investisse massivement dans les services publics : hôpitaux, santé, éducation... et ESR. **Maintenant !**

La précarité à outrance et quelques primes pour certain·es pour faire passer la pilule, voilà la LPPR ! Ce n'est pas la réponse ! La CGT FERC Sup exige immédiatement de :

- retirer le projet de LPPR ;
- recruter massivement des fonctionnaires, EC et BIATSS, à tous les niveaux (au moins 70.000 postes) ;
- prolonger les actuels contractuel·les ;
- augmenter le point d'indice et revaloriser les grilles pour améliorer l'attractivité des carrières.
- débloquer *maintenant* un fond d'urgence pour permettre la tenue de cette rentrée.

Il faut un investissement massif dans l'ESR en rétablissant les financements pérennes, en construisant des nouveaux locaux...

La CGT FERC Sup appelle à débattre dans les laboratoires et services des revendications : besoin en postes, en moyens, conditions du travail à distance, besoins pour la rentrée, lutte contre la LPPR et la loi de transformation de la Fonction Publique. Ensemble pour refuser de subir et exprimer notre colère, comme nous avons su le faire en mars, mobilisons-nous, le 17 puis d'ici le 21 septembre pour que l'université et la recherche s'arrêtent.